
L'informalité urbaine aux marges de la connaissance. Statistiques, cartographie et politiques des bidonvilles à Madrid

Thomas Aguilera *Sciences Po Rennes – ARENES UMR 6051*

Résumé : L'informalité serait par définition ce qui échappe au regard de l'État et aux radars des administrations. Pourtant, l'informalité n'est pas invisible et suscite des conflits autour de sa mise en connaissance. L'article, qui prend pour objet les politiques de résorption des bidonvilles mises en œuvre à Madrid (Espagne) depuis les années 1960, éclaire l'informalité urbaine en se situant à la croisée de deux types de littérature : l'anthropologie de l'ignorance et la sociologie de l'action publique. Il montre en quoi l'institutionnalisation de ces politiques de résorption s'est appuyée sur la constitution de dispositifs statistiques et cartographiques importants mais qu'une grande partie du phénomène (le grand bidonville de la *Cañada Real Galiana*) a été délibérément laissée en dehors de ces dispositifs statistiques officiels afin d'éviter de mettre à l'agenda politique ce qui apparaissait comme une réserve d'informalité nécessaire à l'accueil de populations expulsées par ailleurs. Il montre aussi que les habitants se sont mobilisés pour résister à cette mise à l'écart et produire des savoirs alternatifs sur leur quartier. L'article conclut ainsi que les bidonvilles, et plus généralement l'informalité urbaine, sont à la croisée de processus de formalisation et d'informalisation qui se superposent à des luttes pour la production des connaissances ou de l'ignorance.

Mots clés : informalité, ignorance, statistiques, cartographie, bidonvilles, action publique, mouvements sociaux, Madrid

Abstract: Informality is usually defined as the whole practices that escape from the state and the radar of the administrations. Yet, informality is not invisible and causes conflicts around the way it is possible to produce knowledge about it. The article, which focuses on slums upgrading policies in Madrid (Spain) since the 1960s, sheds light on urban informality by locating itself at the crossroads of two types of literature: the anthropology of ignorance and the sociology of public policies. It shows how the institutionalization of these resorption policies was based on the constitution of important statistical and mapping devices but that a large part of the phenomenon (the big slum of the *Cañada Real Galiana*) was deliberately left out of these official public knowledge devices in order to avoid putting on the political agenda what appeared to be a reserve of informality necessary to host of populations evicted elsewhere. It also shows that residents have mobilized to resist this exclusion and produce alternative knowledge about their neighbourhood. The article concludes that shantytowns, and more generally urban

informality, are at the crossroads of processes of formalization and informalization that overlap on struggles for the production of knowledge or ignorance.

Keywords: Informality, Ignorance, Statistics, Maps, Slums, Public Policies, Social Movements, Madrid

La notion d'informalité est souvent abordée sous l'angle économique, c'est-à-dire pour évoquer l'ensemble des activités ou échanges marchands qui échappent à la taxation, à la réglementation et à l'observation de l'État (Davis 2017a). Initialement employée pour mettre en évidence le fait que des populations pauvres des métropoles du Sud étaient également productives dans l'ombre des instruments de mesure de performance économique des États (Hart 1973), la notion s'est rapidement diffusée dans les instances internationales avec l'idée première que les contraintes liées aux formes de régulation étaient trop importantes, faisant obstacle à l'ouverture de marchés dans les pays en développement et donnant lieu à des préconisations en termes de formalisation et de titrisation (ILO 1972; Soto de 1989). Elle a ensuite connu un succès important chez les anthropologues, géographes, sociologues urbains qui cherchaient, d'une part, à expliquer pourquoi des pans entiers de métropoles étaient tantôt expulsés, tantôt tolérés, tantôt relogés par les gouvernements (Hernandez, Kellett et allen 2010) et d'autre part, montraient comment les populations pauvres des villes développaient des stratégies inventives pour survivre (Simone 2004). Ce succès est certainement dû au fait que la notion a permis de sortir de la dichotomie légalité-illégalité, pour décrire des pratiques déviantes mais pas illicites - en évitant de figer ceux qui outrepassent certaines règles d'un secteur donné et de les criminaliser - mais aussi parce qu'elle a le mérite de décrire des situations flexibles, spontanées et négociées. Mais la notion reste vivement débattue aujourd'hui autour de trois régimes de tension constitutifs de la définition même de ce qu'est l'informalité mais que beaucoup d'auteurs appellent aujourd'hui à dépasser.

Premièrement, en soi la notion ne permet pas complètement de dépasser la dichotomie des catégories légal-illégal car elle la reproduit en opposant une ville formelle (celle produite par la bureaucratie, par les urbanistes et les architectes) et une ville informelle (celle produite sans planification bureaucratique, auto-construite par les pauvres). L'informalité doit alors s'aborder par les processus d'informalisation (Boudreau et Davis 2017). Les anthropologues de l'illégalité ont, de leur côté, insisté sur la nécessité de penser en termes de continuum de « nuances de gris » (Van Schendel et Abraham 2005) dont les contours changent dans le temps, selon les sociétés (Heyman et Smart 1999; Heyman 2013), selon des jeux des acteurs qui se mobilisent pour la reconnaissance ou l'interdiction de certaines pratiques différenciées (Smart et Zerilli 2014) car il n'y a pas d'illégalité en soi, mais des processus de catégorisation et de traitement sociopolitique différentiel (Foucault 1975).

Deuxièmement, en valorisant la dimension sociale des pratiques de débrouille, une abondante littérature, fascinée par la capacité des pauvres à développer des alternatives pour survivre sans l'État, a progressivement façonné l'idée selon laquelle l'informalité serait un mode de vie, un *habitus* spécifique aux subalternes urbains (Alsayyad et Roy 2006) alors qu'elle concerne tout autant les responsables politiques, les bureaucrates, les banquiers, les promoteurs immobiliers, les policiers (Eyebiye 2016 ; Longo 2016 ; Davis 2017a).

Troisièmement, l'informel ne doit pas être simplement considéré comme une faillite de l'État ou un résidu du capitalisme. L'informalité est aussi produite par le capitalisme dont elle constitue l'armée de réserve, entretenue par l'État (Castells et al. 1989). De plus, l'informalité urbaine ou le *slum* ne seraient que des « nouveaux principes d'ordre territorial » (Rao 2006) par lequel l'État produirait de l'illégalité en disqualifiant des espaces, produisant ainsi les indésirables (Roy 2011 : 233), et sur lesquels il serait possible de spéculer (Smart 2001), ces espaces permettant alors de limiter les risques et d'absorber les crises (Mooshammer 2015 : 26).

Ces débats ont donné lieu à une abondante littérature dont les synthèses récentes apportent des conclusions satisfaisantes sur la façon d'aborder l'informalité comme processus politique qui soulève des enjeux démocratiques et de gouvernance importants (Davis 2017b). Nous proposons dans cet article d'ajouter un quatrième régime de tension, qui se superpose aux trois précédents mais qui est beaucoup moins débattu : entre connaissance et ignorance. Selon le père fondateur de la notion, Keith Hart, « le formel c'est la règle [. . .] c'est prédictible et facilement reconnaissable » (Hart 2015 : 37). Par contraste, l'informel serait par définition

ce qui échappe au regard de l'État, qui se soustrait aux radars de ses administrations, qui sort des nomenclatures existantes et de la statistique ou de la cartographie publiques, induisant alors une régulation difficile. En somme, l'informalité serait le domaine de la pénombre (Smart 2012). Pourtant, l'informalité n'est pas invisible aux yeux des citoyens et des responsables politiques : c'est au contraire l'informel qui fait rupture dans le paysage urbain et attire d'autant plus l'attention (Tonnelat 2008). L'invisibilité serait davantage statistique : tous les rapports d'experts pointent l'enjeu de la mesure de l'informalité comme le principal défi à relever et développent des indicateurs cherchant à estimer la part de production de richesse liée au secteur informel (Maloney et Saavedra-Chanduri 2007; Huitfeldt et Jütting 2009) ou l'ampleur du logement informel (UN Habitat 2016). Les pratiques informelles seraient ainsi celles après qui les producteurs de statistiques courent, celles qui ne sont pas encore insérées dans des pratiques, devenues routinières, de mise en connaissance.

Le présent article interroge alors la capacité des administrations publiques à mettre en connaissance de telles situations liminaires et celle d'habitants à y résister. Il montre que l'informalité correspond à un espace liminaire dans lequel des acteurs s'affrontent pour produire du savoir statistique sur des pratiques qui semblent échapper aux instruments d'enregistrement habituels (ou au contraire y résister), pour mettre des problèmes de pauvreté urbaine en lumière (ou au contraire les cacher). D'un côté, l'État ne fait pas que produire du savoir pour gouverner, il produit aussi de l'ignorance pour maintenir à distance des enjeux, des territoires ou des populations jugés comme étant problématiques. De l'autre, si des populations peuvent tenter d'échapper à leur mise en connaissance en « fuyant » le regard de l'État constitutif d'une régulation (Scott 2009), elles peuvent aussi au contraire chercher à produire des savoirs alternatifs pour activer des politiques publiques ou les changer (Didier et Bruno 2013).

L'article éclaire ainsi l'informalité urbaine en se situant à la croisée de deux types de littérature. D'un côté, l'« anthropologie de l'ignorance » - faisant de l'ignorance un objet légitime pour les sciences sociales - invite à ne pas penser l'ignorance simplement comme un envers ou un résidu de la connaissance, mais comme une production parfois politique (McGoey 2012; Gross et McGoey 2015). De l'autre, le processus d'informalisation doit se lire dans les relations entre les acteurs qui luttent pour imposer des formes de légitimité, d'expertise et de pouvoir (Boudreau et Davis 2017 : 158). Nous nous appuyons alors sur la sociologie de l'action publique qui incite à être attentif aux relations entre les organisations

qui participent à la conception des politiques - ou au contraire mettent à distance certains enjeux (Henry 2017) -, ainsi qu'aux dispositifs matériels de production de savoirs de gouvernement et d'intervention publique (Lascoumes et Le Galès 2004).

L'article prend pour objet les bidonvilles¹ de Madrid (Espagne) qui ont été la cible de politiques publiques de résorption depuis les années 1960. Les données présentées dans cet article sont issues d'un travail doctoral qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage (Aguilera 2017) qui portait sur les politiques des squats et des bidonvilles dans les régions de Paris et de Madrid. J'ai effectué 110 entretiens semi-directifs avec des habitants de squats et de bidonvilles, des élus, des directeurs de services, des agents administratifs, des policiers, des militants associatifs et d'ONG. J'ai réalisé un travail ethnographique dans les squats et les bidonvilles mais aussi dans les administrations publiques en charge de la gestion des bidonvilles à Madrid comme à Paris. J'ai collecté des archives et documents, et ai constitué des bases de données quantitatives, ainsi que des cartes sur les squats, les bidonvilles et les politiques les ciblant depuis les années 1960.

Après être revenus dans une première partie sur les choix théoriques de cet article, nous montrons en quoi l'institutionnalisation de ces politiques de résorption s'est appuyée sur la constitution de dispositifs statistiques et cartographiques importants. Néanmoins, nous montrons dans une troisième section qu'une grande partie du phénomène des bidonvilles de la région de Madrid a été délibérément mise en dehors de ces dispositifs officiels de mise en connaissance statistique afin d'éviter de mettre à l'agenda politique ce qui est apparaissait comme une réserve d'informalité nécessaire à l'accueil de populations expulsées, par ailleurs. Enfin, nous montrons que des mobilisations d'acteurs locaux et des habitants ont contribué à lever le voile d'ignorance déposé sur ce grand bidonville de la *Cañada Real Galiana* qui accueille encore aujourd'hui en 2017 près de 10 000 personnes. L'article conclut ainsi que les bidonvilles, et plus généralement l'informalité urbaine, sont à la croisée de processus de formalisation qui s'appuient sur des dispositifs de production de données et de processus d'informalisation concomitants au dépôt de voile d'ignorance sur des pans entiers de territoires.

L'informalité, à la frontière du savoir étatique

Dans la filiation du projet wébérien, les sciences sociales ont souvent insisté sur le poids des savoirs de gouvernement dans la fabrique et la rationalisation d'un État moderne qui chercherait d'abord à connaître les populations et les territoires en produisant du savoir pour les rendre

lisibles et gouvernables (Townley 1997; Foucault 2004; Bourdieu 2012). La mise en connaissance des sociétés serait ainsi l'un des piliers de la modernisation de l'État (Scott 1998 : 3). L'instrumentation statistique et la cartographie feraient figure de pierres angulaires de cette mise en connaissance (Desrosières 1993) et de l'équation « savoir = pouvoir » (Foucault 1994). Ces formes d'instrumentation sont également des outils d'orientation des comportements qui ne sont pas axiologiquement neutres (Lascoumes et Le Galès 2004 : 13) car ils contribuent à la catégorisation des groupes sociaux et des territoires (Raffestin 2000), participant par là-même au façonnement des modalités d'action qui s'en suivent (Gusfield 1981; Hacking 1983; Thévenot 1994; Callon et Muniesa 2003).

Cette croyance en une corrélation entre connaissances et action politique est présente dans la littérature sur les bidonvilles. La méconnaissance des situations d'extrême précarité de logement est souvent considérée comme l'un des freins au déclenchement d'une politique de résorption et de relogement (Rafael Soares 2010; Vieira da Cunha 2018). En Europe, les observateurs considèrent alors que les rares programmes mis en place relèvent davantage de « bricolages » que de réelles politiques publiques (Legros et Olivera 2014).

Néanmoins, ces perspectives restent attachées à une approche planificatrice de l'État et des politiques publiques dont on suppose que les responsables ne pourraient pas agir en situation d'incertitude. Or, non seulement ces derniers prennent bien des décisions dans une incertitude grandissante (Beck 1999; Callon, Lascoumes et Barthes 2001; Jouzel et al. 2005), mais aussi ils contribuent à produire ces situations comme l'ont montré de récents travaux se revendiquant de l'anthropologie ou sociologie de l'ignorance (Dilley 2010; Abrahms-Kavunenko 2015; Gross et McGoev 2015).

Cette littérature avance l'idée que l'ignorance n'est pas un résidu, mais un corollaire de l'extension des savoirs sur le monde (Ungar 2008) qui assure une importante fonction sociale de régulation des relations entre groupes (Moore et Tumin 1949) et dans la production scientifique (Gross 2010). Elle peut être active ou passive, consciente ou inconsciente, recherchée ou subie (Smithson 2008 : 210). Dans ce cas, elle peut résulter d'une construction sociale et peut s'avérer être une ressource politique toute aussi puissante que le savoir (McGoev 2012 : 3) notamment dans des contextes d'incertitude face à de nouveaux enjeux controversés (Gross 2003; Beck et Welhing 2012).

Les analystes des politiques publiques ont mobilisé des arguments proches en expliquant que gouverner c'était aussi ne pas agir (Bachrach et Baratz 1963) et nier le statut même de problème à certains enjeux

(Cobb et Ross 1997). La déclaration publique de l'ignorance d'un problème ou de sa trop grande complexité permet d'éviter de le mettre à l'agenda politique lorsque l'intervention publique est jugée par des responsables politiques comme étant trop risquée et coûteuse (Crenson 1971; Weaver 1986). Plus récemment, les sociologues ont explicité les ressorts d'une inaction publique qui serait collective : c'est en étudiant les relations entre divers acteurs que s'expliquent les situations de *statu quo*, d'attentisme ou de laissez-faire (Barthe 2005; Woll 2014; Aguilera 2014; Henry 2017).

Mais l'État ou les acteurs économiques puissants ne disposent pas du monopole de la production de savoir ou de l'ignorance. Historiquement, les statistiques ont été saisies par les groupes opprimés et les militants qui y ont toujours vu un outil utile pour mettre en place les conditions de la résistance au capitalisme et à ses instruments de quantification du monde social (Didier et Desrosières 2014). Les données et les informations sont des ressources pour gouverner, mais aussi pour résister (Bruno et Didier 2013). Dans les bidonvilles notamment des pays du Sud, les anthropologues ont récemment montré que les habitants pouvaient mobiliser des ressources internes (propres) et externes (soutiens de militants) pour produire des savoirs statistiques et cartographiques sur leur lieu de vie afin de soutenir une critique des dispositifs publics d'expulsion et de résorption (Appadurai 2012; Archer, Luansang et Boonmahathanakorn 2012).

Le régime de tension entre connaissance et ignorance de certaines pratiques ou espaces (ici de l'habitat informel) met en scène des acteurs qui luttent pour imposer des formes d'expertises liées à la production ou à l'inhibition des connaissances. Cette grille de lecture permet d'éclairer une facette du processus d'informalisation en dépassant la dichotomie légal-illégal, formel-informel, Nord-Sud, centre-périphérie, pré-modernité - modernité. Nous la mobilisons ici pour expliquer comment les bidonvilles madrilènes ont été façonnés dans ce processus dialectique de formalisation et informalisation par les données.

Connaître pour planifier ? La mise en connaissance, pilier de la formalisation de l'habitat informel ?

La politique de résorption des bidonvilles madrilènes s'institutionnalise bien dans les années 1960 sur la base de recensements des baraquements informels. Alors que Madrid n'a cessé de s'accroître sous l'effet d'un exode rural important depuis le début du XX^e siècle, le Commissariat général d'aménagement urbain de Madrid (CGOUM) décrète en 1957 un Plan d'urgence sociale dont l'un des objectifs est de stopper l'extension des

quartiers informels. Le plan confie alors des opérations de recensements exhaustifs des bidonvilles et d'enquêtes sociologiques de terrain auprès des habitants à des associations catholiques notamment (Vorms 2013 : 53). Charlotte Vorms évoque 500 rapports de terrain rendus au CGOUM entre 1958 et 1964. On y dénombre 31 223 maisons (*chabolas*) construites sans autorisation qui sont destinées à la destruction. Au final, les familles y résidant sont relogées par le Plan d'Absorption qui prévoyait en réponse la construction de 30 000 logements. Ces enquêtes de terrain et les recensements ont ainsi servi à planifier des opérations de résorption.

À la sortie du franquisme, sous la pression des mouvements sociaux de quartiers (*Asociaciones de Vecinos*) et notamment de squattages à grande échelle, près de 35 000 familles de bidonvilles vont être relogées *via* le programme *Remodelación de Barrios* (1979). Mais en 1979, le ministère de l'Équipement commande une nouvelle enquête exhaustive à une association d'anthropologues spécialistes des populations gitanes (ADG : Asociación de Desarrollo Gitano) qui recense et étudie 5 000 familles en insistant sur la spécificité des modes de vie et de la pauvreté des familles gitanes supposées inadaptées à la vie en immeuble collectif (ADG 1979).

L'État se retire alors rapidement de la gestion des bidonvilles laissant le problème aux mains de la mairie de Madrid et de la Communauté autonome de Madrid (nouvellement créée en 1983). Si le premier recensement municipal des bidonvilles (1979) a été confié à des sociologues de l'Université Complutense qui ont davantage problématisé l'enjeu autour des questions de logement et de précarité socio-économique (Caballero, et al. 1979), le second recensement municipal de 1984 adopte une toute autre approche : il ne porte plus sur les bidonvilles (*chabolas*) à proprement parler, mais sur les « populations gitanes marginales » et les *gitanos*. On y apprend que « le mode de vie festif des gitans et le fait de vivre avec des animaux n'est pas adapté à la vie dans des appartements et des immeubles » (Area de Urbanismo 1984 : 80). La considération exclusive des bidonvilles gitans provient, certes, du fait que les familles qui restent en bidonvilles sont celles qui n'ont pas été relogées du fait de leur caractéristique dite gitane (Juan Montes 1986), mais surtout d'un changement de conception du problème bidonville lié au retrait de l'État de la gestion des bidonvilles qui a entraîné une incapacité (au moins temporaire) à reloger tous les habitants des bidonvilles. Dans les deux cas, des cartes sont réalisées, partant du postulat que la visualisation cartographique servait à une meilleure prise en compte des contextes locaux.

À la suite d'affrontements entre les résidents de bidonvilles et des quartiers alentours en 1984, la

préfecture, la Mairie de Madrid et la Communauté autonome se réunissent pour fonder le Consortium de la Population Marginale (CPM) qui voit le jour en 1986. Son premier acte consiste à commander un nouveau rapport dans lequel 2 192 familles sont recensées (CPM 1986) et l'équation « bidonville = Gitans » est confirmée. Sur la base du recensement, le CPM lance trois types de relogement. Entre 1988 et 1998, 1607 familles sont relogées dans des appartements, 1091 dans des Unités de Relogement spécial - des îlots spécifiquement dédiés au relogement des familles et isolés du reste de la trame urbaine (*Barrios de Tipología Especial*) ou des camps provisoires. Loin des réseaux de transports et des services publics, ces unités spéciales se dégradent et deviennent des lieux de trafics et de marginalité avancée.

L'équipe du nouveau président conservateur (A. Gallardón, *Partido Popular*) de la Communauté autonome dissout le CPM en 1998 pour créer une nouvelle institution, l'IRIS (Institut de Relogement et d'Insertion sociale), qui acquiert un statut stable d'agence, sous tutelle directe de la présidence de la Communauté autonome de Madrid. Si l'idée d'une politique de résorption est conservée, les instruments changent : l'IRIS achète dorénavant des appartements dans le parc diffus pour y reloger les familles expulsées. L'IRIS, qui a mobilisé un budget annuel moyen de 26 millions d'euros sur la période de 1999–2012, est propriétaire en 2012 de plus

de 2300 appartements et a relogé 2030 familles sur toute la période de 1999–2012. Dans les faits, les politiques restent fortement sélectives (Aguilera 2018). D'une part, l'agenda de résorption de l'IRIS à l'échelle métropolitaine est incrémental : il a consisté dans un premier temps à éradiquer les bidonvilles les plus visibles et proches du centre-ville, mais aussi à favoriser les communes politiquement proches du *Partido Popular* au pouvoir. Ensuite, chaque opération de résorption est hautement sélective et des centaines de familles sont refoulées vers des bidonvilles plus périphériques et principalement vers la *Cañada Real Galiana* qui ne figure pourtant pas sur les rapports officiels de l'IRIS jusqu'en 2015 (Figure 1).

Recenser, cartographier : « Transmettre une sensation d'ordre » et planifier

Lors des entretiens et discussions informelles réalisées avec la Direction et les travailleurs sociaux de l'IRIS, la production de données actualisées et exhaustives sur les *chabolos* et les familles a systématiquement été présentée comme le préalable incontournable à la résorption, dans une double visée de mise en ordre (logique performative) et planificatrice (logique d'action) :

On fait des plans pour identifier les *chabolos*, une par une, on fait des enquêtes sur les familles. Périodiquement on actualise ces recensements pour vérifier les

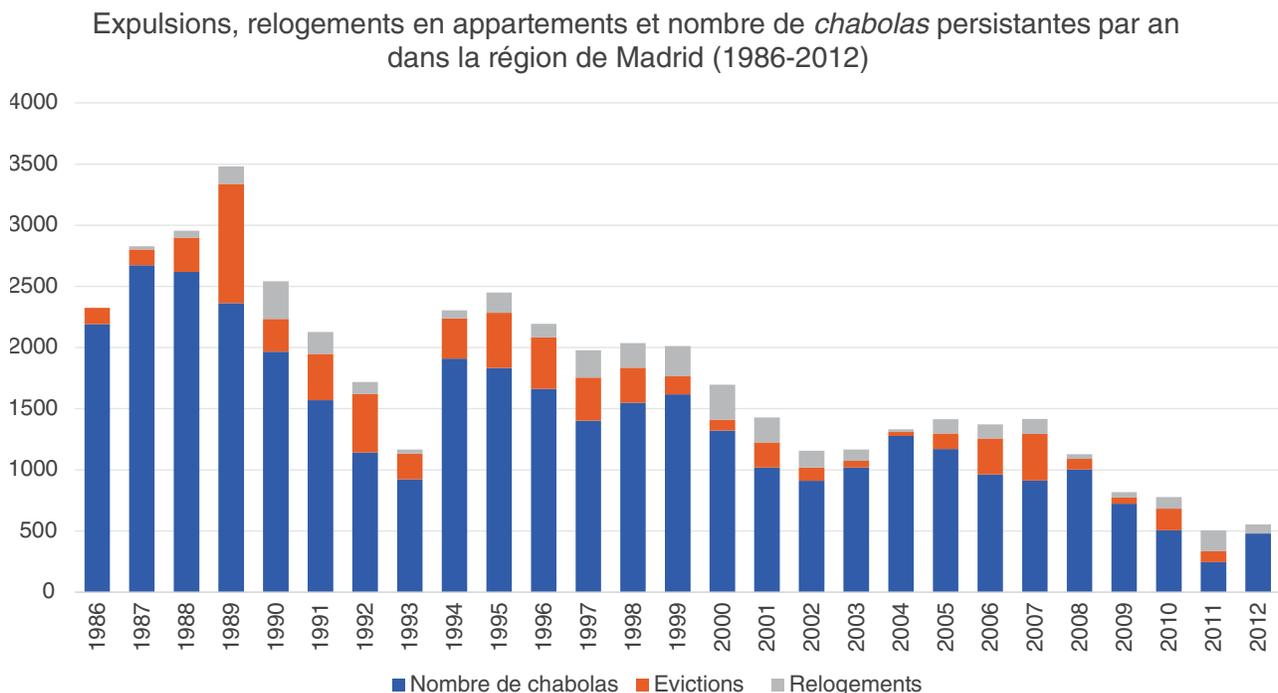


Figure 1: Expulsions, relogements en appartements et nombre de *chabolos* persistantes par an dans la région de Madrid (1986-2012) / Sources : Recensement CPM (1986-1999), Recensements IRIS (1999-2012) / Calculs et conception de l'auteur

changements. C'est une anarchie géographique et il faut d'abord mettre de l'ordre pour pouvoir agir. (Entretien, Directeur du Département Inspection et Contrôle de l'IRIS, 21 mars 2012)

Le rapport annuel 2009 de l'IRIS débute ainsi :

Connaître les bidonvilles avec un point de vue global, à la fois en termes géographiques et sociologiques est le premier pas vers l'éradication du *chabolismo* et vers l'intégration sociale des familles qui vivent dans les bidonvilles. (IRIS, Informe Anual, 2009)

L'enquête ethnographique et le dépouillement des rapports produits annuellement par cette institution n'ont pas démenti ces propos : il existe bien des dispositifs de mise en connaissance des bidonvilles à deux niveaux. À l'échelle régionale, l'IRIS produit de nombreuses données qui figurent dans des rapports annuels d'activité. Grâce à une présence permanente sur le terrain des travailleurs sociaux, tous les campements y sont recensés et les données y sont actualisées chaque année : adresses, ancienneté, nombre d'habitants, part des enfants scolarisés, taux de chômage, état des baraquements. De même, les rapports d'activité présentent toutes les opérations menées par l'IRIS : visites quotidiennes des bidonvilles par les travailleurs sociaux, opérations de relogement ou d'évacuation, procédures de scolarisation des enfants, démarches administratives auprès des parents, distributions, mais aussi budgets complets de l'IRIS qui distinguent les dépenses de fonctionnement et d'investissement dans les secteurs du logement et du travail social.

Des données beaucoup plus fines sont également produites à l'échelle de chaque terrain lors des opérations de résorption. Chaque année, l'IRIS cible une dizaine de bidonvilles de taille variable qui sont éradiqués et dont les occupants sont partiellement relogés. La démarche est la suivante : des travailleurs sociaux opèrent quelques mois en amont de l'opération dans des modules préfabriqués au cœur des bidonvilles afin de prendre connaissance des conditions de vie, de l'état et des besoins des familles. Ils recensent de façon exhaustive toutes les personnes présentes sur le bidonville qui est alors cartographié et divisé en parcelles afin de « transmettre aux familles une sensation d'ordre, de leur faire intérioriser quelques règles » (Rapport IRIS de l'opération Salobral 2007 : 14). Les travailleurs sociaux confrontent alors ces listes avec les critères de sélection établis par une commission *ad hoc* réunissant des managers de la Communauté autonome, de l'IRIS et de la commune sur laquelle se trouve le bidonville pour établir une liste des familles présélectionnées en fonction des capacités de relogement de l'IRIS. Ils réalisent ensuite des « entretiens au relogement »

avec ces familles afin de sélectionner celles qui sont jugées les plus aptes à résider dans un appartement. Les autres sont expulsées sans relogement.

Des données peu exploitées ?

Les administrations disposent donc en temps réel de données sociologiques et d'informations géographiques précises et relativement exhaustives sur les bidonvilles et leurs populations à l'échelle de la région de Madrid et à l'échelle de chaque terrain. Pourtant, si les managers de l'IRIS et les documents officiels vantent ce travail rigoureux de connaissance du terrain, notre travail ethnographique auprès des travailleurs sociaux invite à nuancer la force de ces données et la portée des rapports annuels qui les présentent.

Tout d'abord, les données produites sur les populations ou les terrains occupés ne sont pas systématiquement traitées. Les rapports annuels de l'IRIS exposent les résultats des opérations d'éradication-relogement de l'année écoulée sous forme de tableau à double entrée. Ils présentent des listes des bidonvilles encore occupés, puis les opérations à venir ainsi que le budget et la comptabilité complète de l'IRIS. Mais les données restent brutes. Aucune cartographie des bidonvilles n'a été réalisée, les bases de données sont restées à l'état de tableaux descriptifs qui ne sont pas croisés, et aucune analyse statistique n'est effectuée. Aucune série temporelle n'est élaborée, aucune courbe ne permet de suivre l'évolution du nombre des familles dans les bidonvilles. La portée explicative et programmatique de ces rapports semble donc limitée, selon l'avis même de certains travailleurs sociaux : « Ils sont nuls ces rapports annuels. Il y a beaucoup de données certes, mais ils ne permettent pas de faire d'analyse et de suivre les évolutions dans le temps » (Entretien, travailleur social de l'IRIS, 16 février 2012).

Lorsque nous exprimons le souhait de consulter tous les rapports annuels de l'IRIS depuis 1999 et d'en traiter données, nos interlocuteurs ont d'abord été surpris, témoignant ainsi d'un désintérêt pour ces rapports destinés à être lus par les équipes de direction et les élus mais auxquels peu de personnes semblaient porter intérêt : « Tu es fou de lire tout ça ! On s'en fout, personne ne les a lus » (Entretien, coordinateur des travailleurs sociaux de l'IRIS, 16 février 2012).

Dans un second temps, voyant que nous commençons à produire des analyses, deux travailleurs sociaux se sont intéressés à notre travail et nous ont demandé si nous ne pouvions pas les aider à produire des analyses et des évaluations, expliquant que les compétences n'étaient pas détenues en interne pour le faire : « On n'a même pas été capable de faire des cartes, on est incapable d'évaluer l'action de l'IRIS en l'état [. . .] et

puis, de toute façon, personne ici n'est capable d'en faire quelque chose » (Entretien, travailleur social de l'IRIS, 16 février 2012)².

Une dernière limite est très vite apparue, à la croisée de la lecture de ces rapports et de nos observations de terrain : jusqu'en 2015, les rapports officiels ne font jamais apparaître les données correspondant à ce qui est devenu, dès la fin des années 1990, le plus grand bidonville de Madrid, la Cañada Real Galiana.

L'informalité comme produit de la discrétion et de l'inaction : le cas de la Cañada Real Galiana

Avec plus de 10 000 habitants, la Cañada Real Galiana est souvent considérée comme le plus grand bidonville d'Europe. Elle n'a cessé de s'étendre pendant une quarantaine d'années parce qu'aucun acteur de la gouvernance métropolitaine n'a souhaité se saisir d'un problème insoluble et parce qu'il a servi de réserve d'informalité nécessaire à l'accueil des familles expulsées par ailleurs, mais de façon invisible et à distance du centre-ville de la capitale espagnole. Les autorités régionales l'ont délibérément maintenue à distance des dispositifs de mise en connaissance en niant son caractère même de bidonville et donc, sa place dans les rapports officiels de l'IRIS et comme cible potentielle d'un programme de résorption.

Quand la complexité produit des zones d'ombre

La Cañada Real de las Merinas, aussi nommée « Galiana », s'étale sur trois communes au sud-est de la capitale (Madrid, Rivas, Coslada) à une vingtaine de kilomètres du centre-ville. Cette route de 75 mètres de large et de 16 kilomètres de long (Carte 1) relève du



Carte 1: La CRG et ses six secteurs en 2012 / Source : conception de l'auteur à partir d'un fond de carte Google Maps

patrimoine public imprescriptible, inaliénable et non-urbanisable. Il est interdit d'y construire et même d'y intervenir. Pourtant, dès les années 1950, des habitants de Coslada et de Madrid établissent des jardins pour cultiver (*huertos*), puis des garages, des entrepôts et des baraquements qui vont aller en se consolidant au cours des années 1960 (Franchini 1998). Des populations issues de l'exode rural puis des migrants marocains, employés dans une oliveraie, s'installent dans les parties plus au sud dans les années 1990. Ils sont rapidement rejoints par les familles expulsées par le CPM puis l'IRIS des autres bidonvilles madrilènes.

On peut alors considérer que ce sont les acteurs publics eux-mêmes qui ont initié la croissance de ce bidonville, conséquence des opérations de résorption menées par ailleurs (Aguilera 2018). Dans les années 1960, l'État franquiste installe des familles expulsées d'un bidonville du centre-ville autour d'une colonie (paroisse Santo Domingo). Quelques années plus tard, en 1994, la mairie de Madrid éradique un bidonville de l'est de la capitale (Focos-San Blas) pour y construire un centre commercial. Le maire mandate alors l'ONG Caritas pour prendre en charge le relogement temporaire de 200 personnes (56 familles) qui sont déplacées sur un terrain de Valdemingómez de la paroisse de Santo Domingo dans des préfabriqués d'une précarité extrême, à proximité de la décharge publique de Madrid. Les familles n'ont finalement jamais été relogées et la situation a empiré alors que la mairie n'a pas répondu aux sollicitations du Défenseur des droits (1994), des ONG de défense des populations Gitanes, des municipalités concernées (Rivas, Coslada), du Parlement européen³ et du Conseil de l'Europe qui publie un rapport de dénonciation en 1997. Cette colonie a constitué le principal point d'extension de la Cañada à la fin des années 1990. La plupart des maisons de la Cañada ont été construites au cours des années 1990 et vendues sans titres de propriété légaux au fil des années. Aujourd'hui, ni les riverains ni les urbanistes ne sont en mesure de donner un statut juridique clair à cet *asentamiento informal* (Soleares 2014). La Cañada est séparée du front d'urbanisation par un *no man's land* de plusieurs centaines de mètres et par le périphérique extérieur (M-45) (Carte 1). Le tronçon est traditionnellement divisé en six secteurs allant du Nord au Sud : chaque secteur dispose de son association d'habitants et de porte-parole.

Les maisons les plus anciennes et les plus consolidées se situent dans les secteurs 1 et 2 où la route est goudronnée⁴. Il s'agit parfois de grandes demeures avec piscine ou même de résidences secondaires de madrilènes propriétaires d'appartements dans le centre-ville et qui passent leurs fins de semaines dans ces chalets.

Un marché parallèle du logement dans lequel s'achètent et se louent, sans titres, des maisons et des entrepôts s'est développé. On y trouve également des hôtels, des commerces et des ateliers. En descendant du Nord au Sud, le paysage change : on passe des maisons à des baraquements, d'une route à un chemin sans asphalte, et les connexions aux réseaux d'eau et d'électricité sont illégales. La zone de Valdemingómez-Sud impressionne par le délabrement de certains passages, notamment autour de l'église de la Paroisse Santo Domingo sur la « Plaza de las drogas » (« Place des drogues ») où seringues, côtoient rats et déchetteries sauvages. La zone accueille effectivement la plaque tournante européenne d'achat et de consommation de drogues dures. Les gangs de trafiquants ont acheté des parcelles aux habitants les plus pauvres afin d'y établir de véritables places fortifiées pour entreposer la drogue. La population de la *Cañada* est très jeune (moyenne d'âge de 25 ans), surtout dans les secteurs sud (EMVS 2012 : 42). Les profils socio-culturels des habitants sont fortement cloisonnés par secteur. Dans le secteur 5 de Rivas, on retrouve principalement des populations marocaines arrivées dans les années 1990 qui représenteraient aujourd'hui un tiers des habitants de la *Cañada* ; le secteur 6 est majoritairement peuplé de familles dites gitanes, ou roms issues des migrations d'Europe de l'Est dans les années 1990.

*Contenir et connaître dans la discrétion :
Entretenir et réguler une réserve
d'informalité*

L'extrême complexité juridique couplée à une importante hétérogénéité du bâti, des activités et des populations résidentes a produit une situation d'attentisme : non seulement les premières politiques de résorption ont initié la croissance de ce bidonville mais ensuite, aucun acteur public n'a souhaité prendre la responsabilité d'intervenir sur un bidonville trop grand pour être résorbé, trop stigmatisé pour être légalisé et surtout trop utile pour amortir les expulsions menées, par ailleurs.

Si l'État local (Préfecture – *Delegación des Gobierno*) est intervenu indirectement et ponctuellement *via* des subventions à des ONG humanitaires et de défense des droits (ACCEM, Cruz Roja, Fundación Sercretariado Gitano) à hauteur de trois millions d'euros en 2010, il s'en tient principalement à ses prérogatives en termes d'ordre public (enquêtes et interventions de police sur les trafics de drogue) et refuse toute intervention sur les thématiques urbaines, sociales et de logement, confirmant ainsi son retrait de ces domaines de politiques territoriales. La mairie de Madrid a également contribué au maintien du *statu quo* en rejetant la responsabilité sur la Communauté autonome dont l'agence IRIS serait

la seule compétente pour intervenir sur la question des bidonvilles et parce que la Communauté autonome est propriétaire du terrain.

Mais pour les élus de la Communauté autonome et de la mairie de Madrid, il n'y a aucune raison de résorber la *Cañada* jusqu'au début des années 2010. Ils ne la conçoivent tout simplement pas comme un problème cherchant une solution : au contraire, les élus et leurs équipes admettent que la *Cañada* fait office de soupape pour permettre les résorptions de bidonvilles, par ailleurs. La *Cañada* a également constitué une zone de contention des indésirables urbains (Aguilera 2017 : 345). Détruire la *Cañada* ne ferait qu'engorger ses dispositifs de relogement et rendrait d'autant plus visible le phénomène des bidonvilles : « Nous n'avons pas créé ce bidonville. Nous nous en sommes certainement bien servi pour vider le reste de Madrid. Il était déjà là avant qu'on s'en serve, mais c'est vrai que c'est bien utile » (Entretien, directeur de l'IRIS, 2012). La direction de l'IRIS a elle-même jugé que ses outils n'étaient pas adaptés au relogement d'un si grand nombre de familles dont les ressources économiques ne répondaient de toute façon pas aux critères de sélection pour acquérir un logement social : « La *Cañada*, ce n'est pas pareil, ce n'est pas un bidonville comme les autres, on ne peut pas intervenir comme d'habitude » (Entretien, secrétaire général de l'IRIS, 16 février 2012). Bien que les familles qui y résident sont les plus précaires de Madrid, les interventions de l'IRIS sont restées extrêmement limitées dans la *Cañada Real*. Seule une trentaine de familles ont été relogées entre 2000 et 2003. L'ordre a été donné par la présidence de la Communauté autonome à la direction de l'IRIS de ne pas approcher le problème.

Dans une situation de déni collectif, le *statu quo* s'est imposé comme un mode de régulation à part entière. Mais ces stratégies de refoulement et de contention ne sont pas effectuées dans une ignorance complète. Si la *Cañada* n'est pas une cible de politique publique, si elle est peu présente dans les rapports officiels et les débats publics, les services de l'IRIS ont assuré la production de données, mais en silence pour ne pas attirer l'attention des élus, des médias et des citoyens madrilènes.

En effet, jusqu'en 2012 — année de publication d'un rapport produit par l'Entreprise municipale du logement social (Empresa Municipal de Vivienda y Suelo de Madrid, EMVS) d'où sont extraites les données présentées dans la section précédente — aucune données précises et complètes n'ont été publiées sur la *Cañada*. On en retrouve simplement des traces dans certains rapports d'activités de l'IRIS comme en 1995, un an après le déplacement des familles par la mairie de Madrid, évoqué ci-dessus. La *Cañada* réapparaît dans le rapport

de 1999, année de création de l'IRIS, avec cinq familles. Pourtant, entre 2000 et 2014, ses travailleurs sociaux se sont aventurés, parfois en marge d'opérations d'éradications voisines, à de rares opérations de repérages et de rencontre avec des familles, mais aucune mission officielle spécifique n'a été montée. Des données ont bien été produites par des agents de l'IRIS depuis la fin des années 1990. Ces derniers ont scruté son évolution et effectué des relevés de terrain réguliers, dans l'attente d'une éventuelle sollicitation politique pour les résorber.

J'ai, dans un premier temps, pris connaissance de ces enquêtes discrètes de terrain lorsque des habitants m'ont appris qu'ils voyaient régulièrement, et depuis longtemps les camionnettes de l'IRIS passer dans la Cañada. Surpris, j'ai interrogé les travailleurs sociaux de l'IRIS qui m'ont avoué que certains d'entre eux étaient bien chargés de surveiller l'évolution de la Cañada et de mettre à jour des relevés.

Bien sûr qu'on sait ce qu'il se passe. On y travaille depuis longtemps, mais on ne peut pas le dire officiellement [. . .] moi, je connais plein de gens là-bas. Mais on essaie de ne pas trop se montrer là-bas, parce que sinon les gens nous demandent « et nous, vous ne nous aidez pas » ? (Entretien, coordinateur des travailleurs sociaux de l'IRIS, 21 mars 2012)

Si je n'ai finalement pas pu consulter ces relevés sous prétexte qu'ils étaient dépassés, j'ai néanmoins obtenu confirmation de cette information de la part de cadres de l'IRIS que les recensements ont été tenus secrets pour ne pas attirer l'attention des médias et ne pas activer l'agenda de l'IRIS qui aurait contraint les responsables politiques de se positionner dans ce cas.

En 2009, l'IRIS a fait un recensement non officiel et non publié. On avait estimé à près de 11 000 personnes [. . .] au moins, si on nous demande d'agir un jour et bien, on aura notre propre recensement, on n'utilisera pas celui de l'EMVS [. . .] Mais pour l'instant personne ne nous a dit de faire quoi que ce soit [. . .] pourtant, tout a une solution, si on met de l'argent et du temps. On a fait pire avec moins de moyens et plus compliqué ! Tout est question de volonté politique [. . .] À terme, l'IRIS pourrait prendre ce rôle, on attend. (Entretien, Directeur du Département Inspection et Contrôle de l'IRIS, 21 mars 2012).

Publier un recensement c'est envoyer un signal d'une action publique à venir. Tout l'enjeu a donc résidé dans le fait de posséder un savoir sur un problème pour rester maître de sa définition lorsque celui-ci serait visible, sans pour autant provoquer cette émergence dans l'arène publique. L'enjeu a donc été volontairement mis en silence, alors que les appels à l'intervention publique se

multipliaient de la part des municipalités périphériques (Rivas, Coslada), des habitants et des associations, notamment à partir de 2007.

Mobilisation des habitants, ouverture partielle de l'agenda et savoirs alternatifs

Face à l'inaction de l'IRIS et de la Communauté autonome, les municipalités, les habitants et des acteurs non gouvernementaux se sont mobilisés pour pousser la Cañada sur l'agenda médiatique puis politique.

Un mouvement social naissant suite à des vagues d'expulsions

Jusqu'en 2007, les revendications des habitants, regroupés par secteur en « associations de voisins » (*asociaciones de vecinos*) sont restées très hétérogènes. Les habitants du nord (secteurs 1, 2 et 3), représentés par des associations de voisins, aux discours stabilisés et aux connaissances juridiques importantes, ont milité pendant de nombreuses années pour la normalisation de leur situation (octroi de véritables titres de propriété reconnus et viabilisation des infrastructures), tout en menant une stratégie de distinction avec le reste de la Cañada jugée comme « délinquante ». Pour les autres secteurs, les associations de voisins officielles ont été moins soutenues par les habitants et ont donné lieu à des conflits sur les revendications à formuler : certains habitants voulaient être relogés dans du logement social en dehors du bidonville, d'autres souhaitaient se voir octroyer un titre de propriété officiel *in situ* en parallèle d'une politique de normalisation des infrastructures.

Les municipalités de Rivas et Coslada ont fait appel à plusieurs reprises à la Communauté autonome de Madrid pour que la politique régionale de résorption menée par l'IRIS touche également la Cañada, soutenues par le Défenseur des Droits en 2006, en vain, tout en jouant elles-aussi la carte de l'attentisme, en refusant de reloger sur leurs territoires les familles des tronçons de bidonvilles établis sur leur territoire communal. La Cañada était restée dans l'ombre des agendas politiques, des médias et des mouvements sociaux madrilènes qui, pourtant, avaient mis en lumière l'enjeu du mal-logement et des squats dans le centre-ville, mais étaient restés peu attentifs à la question des bidonvilles.

L'attention ne sera finalement portée à la Cañada que lorsque la mairie de Madrid s'est lancée seule dans des opérations d'expulsion en 2007. Voyant que la Communauté autonome et l'IRIS ne réagiraient pas à l'extension de la Cañada, souhaitant récupérer le foncier occupé dans le secteur de Valdemingómez pour préparer une candidature à l'accueil des Jeux olympiques de 2012 et construire des centres commerciaux et zones

industrielles, mais surtout pour réaffirmer sa place dans la gouvernance régionale, le maire de Madrid, Alberto Gallardón (Parti populaire, conservateur), a ordonné au Département de Discipline urbaine⁵ de mener des destructions de constructions dans la Cañada : de 2007 à 2012, 66 opérations ont permis de détruire 381 constructions (maisons et garages).

Cette série soudaine d'expulsions a provoqué l'émergence d'un mouvement social et l'homogénéisation des revendications des habitants qui ont formulé comme premier axe de mobilisation l'arrêt immédiat des expulsions et la participation des habitants qui, à partir de 2008, se dressent physiquement devant les pelleteuses du Département de Discipline urbaine chargées de démolir leurs maisons. Les médias et l'opinion publique découvrirent alors avec stupeur les conditions de vie effroyables de plusieurs milliers de familles à quelques kilomètres de chez eux. La Cañada fit ainsi son entrée dans l'arène publique et les associations et ONG trouvaient enfin un écho à leurs appels à l'aide, alors que d'autres les ont rejoints dans leur combat.

Trois types d'acteurs ont contribué à l'émergence de ce nouveau mouvement social de la Cañada. (1) Des ONG socio-sanitaires présentes depuis la fin des années 1990 dans les secteurs les plus précaires du sud (Caritas, Médecins Sans Frontières, Cruz Roja). (2) Des associations d'architectes ont monté des projets artistiques et d'autoconstruction dans le bidonville en collaboration avec les habitants pour changer le regard sur le bidonville (*Todo por la Paxis, Arquitectos sin fronteras*). (3) Les universitaires ont monté des programmes de recherche-action avec leurs étudiants dans les secteurs 5 et 6 de la Cañada, donnant lieu à des plans de développement (*Soleares*) ou des projets d'autoconstruction et de réhabilitation de l'habitat.

La mairie de Madrid a donc éveillé, malgré elle, le problème public *Cañada Real Galiana* en voulant le résoudre discrètement. L'autre effet indirect des opérations d'expulsion fut l'ouverture d'un agenda régional par la Communauté autonome, en deux temps, profitant de nouveau de la complexité du phénomène pour repousser l'action définitive.

Ouverture des négociations et production de rapports : un nouveau report de la mise en œuvre

En 2009, le Conseil économique et social de la Communauté autonome a voté à l'unanimité un accord de principe sur la « désaffectation » de la Cañada Real Galiana - opération juridique consistant à lever l'inaliénabilité et l'inconstructibilité de la zone, permettant alors de mener des opérations de normalisation et de relogement.

Mais il faut attendre mars 2011 pour que les députés communautaires votent la Loi 2/2011 — Cañada Real Galiana⁶ qui exigeait des municipalités concernées une résolution rapide du problème, l'organisation d'une table ronde et de nouveaux recensements exhaustifs. C'est la combinaison de trois facteurs qui explique ce vote.

(1) Premièrement, l'enjeu urbain est redevenu central dans un contexte de sortie de crise économique. La Cañada constituant l'horizon final du front d'urbanisation de la capitale, il incombait à l'autorité régionale de rassurer les investisseurs en libérant de nouvelles emprises foncières, qui de surcroît se trouveraient spontanément sans affectation propre, sans valeur et donc laissant libre court à une nouvelle spéculation. De plus, la Communauté autonome cherchait, depuis 2010, à monter un projet immobilier et commercial afin de raser le secteur 5 et de faire fructifier sa valeur foncière. (2) Deuxièmement, la visibilité médiatique était devenue telle depuis les expulsions municipales de 2007 qu'il devenait impossible à la Communauté autonome de ne pas réagir vis-à-vis d'une opinion stupéfaite de l'inaction de ses dirigeants. (3) Enfin, c'est bien le travail de pression et de lutte des associations de résidents de la Cañada qui a poussé les élus à imaginer un espace de concertation pour apaiser un conflit qui gagnait en visibilité notamment grâce au mouvement des Indignés (15 M) : les militants avaient joint leurs forces et fait sortir les revendications de la Cañada de l'ombre de la périphérie madrilène pour investir la *Puerta del Sol*, manifester avec les Indignés et participer aux assemblées de quartier.

Le vote de la loi a, dans un premier temps, été largement applaudi par tous les acteurs. D'une part, la loi témoignait de la reconnaissance officielle du « problème Cañada Real » en la constituant par là-même en cible potentielle d'une action publique à venir. C'est ainsi qu'à partir de 2011, les rapports annuels de l'IRIS font réapparaître le secteur 5 de la Cañada comme bidonville dans sa base de données. D'autre part, elle reprenait les revendications de la plupart des acteurs et des résidents, à savoir la « désaffectation » définitive du tronçon Cañada sur les trois communes afin de vendre les parcelles et les maisons aux habitants.

Pourtant, le choix de la désaffectation permettait surtout à la Communauté autonome de se défausser une nouvelle fois du problème et de repousser son traitement en laissant le soin aux municipalités d'appliquer ces mesures de légalisation. La loi CRG 2/2011 prévoyait, en effet, d'ouvrir une table ronde régionale pour réunir l'ensemble des acteurs concernés pendant deux années, au cours desquelles, la Communauté exigeait des trois municipalités qu'elles aient élaboré un plan général de résorption. Très rapidement, les élus municipaux ont

critiqué cette posture. Mais, la loi imposait par ailleurs aux administrations des municipalités concernées (Madrid, Rivas, Coslada) d'élaborer un recensement exhaustif des populations et des constructions présentes sur leur tronçon municipal dans un délai de six mois après la promulgation de la loi.

La mairie de Madrid a commandé son recensement à son Entreprise municipale du logement social (EMVS) qui mandata des sociologues de l'Université Complutense pour rédiger un rapport en 2012 (*Informe social de Cañada Real Galiana. Programa de intervencion*). Derrière un cadrage urbanistique davantage attentif à la morphologie urbaine qu'aux populations, l'EMVS avait demandé des pistes pour simplifier un problème complexe. Par exemple, dès le départ, les sociologues mentionnent faire le choix d'une nouvelle subdivision géographique en dix secteurs (et non plus six) qui correspondrait mieux à la trame géographique et architecturale du bidonville. Néanmoins, à la lecture plus fine du rapport, on se rend compte que ce n'est pas l'homogénéisation urbaine qui marque le rapport, mais bien l'homogénéisation socio-ethnique. On retrouve ainsi des secteurs qui ont été reconstitués en fonction des minorités ethniques ou de la nationalité⁷.

Ce nouveau recensement municipal façonnait donc une nouvelle image du bidonville, moins chaotique et plus lisible. La diversité du phénomène était lissée à l'image de nombreuses courbes présentées dans le rapport. Ce nouveau classement socio-ethnique des populations servait l'imposition d'une nouvelle action publique différentielle en fonction des publics. Il s'agissait de choisir les bons interlocuteurs (associations) pour préparer les négociations, de choisir les territoires pour lesquels allaient être proposés des titres de propriété, des relogements (secteurs nord), ou des expulsions sans relogements (secteurs sud), d'anticiper des expulsions en choisissant des calendriers et des instruments adaptés en fonction des capacités de résistance des habitants et enfin, d'envisager les relogements en fonction des caractéristiques des familles.

Cependant, ce rapport, dans un premier temps resté confidentiel, n'a pas été publié, n'a pas circulé parmi les acteurs non-gouvernementaux et les associations d'habitants n'y ont eu accès que par fuite du document. On interprète cette stratégie de la mairie comme une tentative de cacher qu'elle disposait dorénavant de toutes les données nécessaires à la mise en place d'une action publique, d'attendre que la Communauté autonome mette en place sa propre politique et de conserver le monopole sur les données produites. De son côté la Communauté autonome a également mandaté l'IRIS pour réaliser son propre recensement exhaustif sur tout le tronçon de la

Cañada. Mais là aussi l'IRIS n'a pas publié le rapport, même si la presse s'est rapidement emparée de l'information pour déclarer que la fin de la Cañada approchait.

Au cours des deux années, des négociations entre certains élus de la Communauté autonome et des municipalités ont débouché sur la rédaction d'un document (*Acuerdo marco social de la Cañada Real Galiana*, [*Accord cadre social de la Cañada Real Galiana*], voir [Ayuntamiento de Madrid et al. 2014](#)), destiné à constituer un « accord social cadre ». Cet accord évoquait des pistes d'intervention pour « faciliter l'accès à la propriété du plus grand nombre » (*Ibid.* : 8), tout en précisant que les secteurs 5 et 6 ne pourraient pas être traités comme les autres. Un nouveau rapport-recensement était également demandé à l'IRIS et à la Conseillère des affaires sociales de la Communauté autonome en impliquant « la participation des associations afin de disposer des données les plus fines » (*Ibid.* : 12). Cet accord permettait donc une nouvelle fois de repousser la mise en œuvre tout en cooptant les habitants qui ont eu aussi développé leurs propres savoirs sur leur bidonville.

Résistances et production de savoirs alternatifs par les habitants

Face à ces enquêtes de recensement menées en quelques mois par les municipalités et l'IRIS, les habitants ne sont pas restés passifs. Leur résistance s'est exprimée à travers deux types d'attitudes. Tout d'abord, ils ont résisté aux recensements. Sur le terrain, les enquêteurs ont dû réaliser un travail de porte-à-porte afin de recenser le nombre d'habitants par maison et d'enregistrer un certain nombre de données sur l'habitat⁸. Mais les portes sont souvent restées closes et de nombreuses constructions sont restées inaccessibles, freinant ainsi la procédure de diagnostic urbain. Ces démarches de résistances provenaient à la fois d'une certaine défiance vis-à-vis des agents publics ou d'une crainte d'un changement à venir, ce changement signifiant bien souvent l'expulsion. Ces formes de contournement ont obligé les agents à extrapoler sur la base de leurs données de première main et à les croiser avec des données satellitaires (*Google Maps*) pour repérer les constructions qui n'avaient pu être observées sur le terrain.

Ensuite, les habitants de la *Cañada*, parfois aidés par des ONG, ont produit leurs propres connaissances sur leur lieu de vie, souvent par secteur. Ils ont su développer une contre-expertise pour lutter contre le silence des administrations et mettre en lumière leurs problèmes quotidiens, pour éviter des cadrages qu'ils jugent stigmatisant et injustes, mais aussi pour entretenir l'identité de la communauté dans chaque secteur : « Nous aussi on peut raconter notre histoire et montrer qu'il y a de la vie

ici, c'est un vrai quartier, c'est une vraie ville. Regarde, on n'est qu'à quelques mètres de Rivas. » (Entretien, habitante du Secteur 5 de la Cañada, 20 mars 2014).

Depuis 2010, divers types de documents contenant des recensements ou des cartes ont été produits dans et sur la Cañada. Des habitants, *via* les associations de voisins, ont produit des études sur leur quartier. Dans le secteur 5, par exemple, où nous avons plus particulièrement enquêté, l'association Al Shorok (*Asociación de Vecinas y Vecinos Al Shorok*) a produit en 2012 un document de présentation du quartier contenant des données sur les habitants, des plans et des photographies (Al Shorok 2012). Ce collectif est alors rentré en contact avec le collectif d'architectes militants, *Arquitectos sin fronteras*. Ce dernier a procédé à des réalisations plus concrètes dans ce même secteur en accompagnant les habitants dans des démarches d'auto-construction comme ce fut le cas avec la construction d'une salle commune en bois (« la casita »⁹) :

Nous avons d'abord fait des entretiens et des rencontres avec les habitants pour comprendre ce dont ils avaient besoin. On n'imposait rien, on a juste été sollicité pour notre expertise technique. Ils nous ont dit qu'il manquait un espace public central où ils pourraient se réunir pour discuter et s'organiser. (Entretien, bénévole ASF, 21 mars 2014)

Le collectif, s'appuyant sur une étude réalisée par un collectif d'étudiants en sociologie de l'Université Complutense (Soleares 2014), a réalisé un diagnostic du secteur 5, avec pour objectif de présenter une image différente du quartier :

On a fait le tour du secteur, notre propre recensement à nous. On a fait des fiches sur chaque maison, celles en bon état, celles qui devaient être rénovées. On a repéré seulement deux *chabolas* ! Les gens ont construit leur propre maison et ce n'est pas si précaire ! (Entretien, bénévole ASF, 21 mars 2014)

Un second collectif fut particulièrement actif dans ce même secteur 5. *Todo por la Praxis* est un collectif de jeunes architectes qui cherche à changer l'image de la Cañada *via* trois types de réalisations. Tout d'abord, le collectif a aménagé ponctuellement des espaces publics (par exemple, un espace de jeux pour enfants). Ensuite, le collectif a réalisé un diagnostic de territoire complet de la Cañada débouchant notamment sur la production d'une « Carte du conflit » (*mapa conflicto*) et d'un « Plan Cañada » qui cartographient les points de tension et les causes du « problème Cañada »¹⁰. Enfin, le collectif, installé en centre-ville de Madrid, a surtout cherché à changer l'image de la Cañada à travers un projet intitulé

« Cañada es real » en donnant à voir ses habitants aux madrilènes *via* des expositions de photographies des habitants dans des lieux d'art contemporain ou des visites urbaines.

L'ensemble de ces productions, notamment dans le secteur 5 dont les habitants sont dépourvus d'accès directs aux élus locaux, a permis de produire de l'action collective, de réactiver une identité de quartier, de se constituer en interlocuteurs des urbanistes officiels. On a par ailleurs, observé des processus de socialisation mutuelle entre des habitants fin connaisseurs de leur bidonville et des architectes experts en aménagement et en cartographie (Carriot 2017). Cette « montée en expertise » des « concernés » par contact avec les experts techniques (Ollitrault 2001) a produit une ouverture relative, dans certaines conditions, de la table des négociations entre collectifs d'habitants et élus locaux (à Rivas notamment). La qualité des diagnostics proposés a permis de légitimer leur position d'interlocuteur et de faire entendre leurs propositions. Enfin, cette production de connaissances alternatives et de la part des habitants a permis de devancer les propositions de plan de la Communauté autonome et ainsi, de temporiser et de différer les expulsions, comme c'est aussi le cas dans d'autres bidonvilles du sud (Appadurai 2012; Faruk et Owusu 2012).

Depuis l'activation des expulsions par la mairie de Madrid en 2007, une trentaine de plans et de recensements alternatifs ont été montés. Avant d'être un combat entre des bulldozers et des habitants, il s'agit d'une lutte pour la représentation au grand jour d'un espace de l'ombre, entre des acteurs publics qui cherchent à démontrer l'ingouvernabilité du lieu, et les habitants qui veulent pousser à une prise de position pour obtenir leur légalisation plutôt qu'un déménagement. Mais c'est aussi une lutte entre les habitants des différents secteurs, car ceux du nord ont bien compris que l'agenda ne s'ouvrirait que s'ils imposaient leur vision (un problème *urbain* dans les secteurs du nord contre un problème de *trafics* dans le sud), et ceux du sud qui ont compris qu'ils devaient changer l'image de leur quartier afin d'être intégrés aux futurs plans de normalisation du bidonville en tant que citoyen madrilène à part entière.

Conclusion

Les politiques des bidonvilles à Madrid se sont institutionnalisées et appuyées sur une production importante de données statistiques sur les bidonvilles depuis les années 1960. Néanmoins, cette formalisation performative, *via* le recensement et la cartographie, fut sélective : elle a maintenu dans l'ignorance le plus grand bidonville de Madrid, alors conçu par les acteurs régionaux comme une réserve d'informalité intouchable, utile et

nécessaire. L'inaction publique — le refus de mettre la Cañada Real Galiana à l'agenda des programmes de résorption — a été entretenue par une stratégie délibérée de laisser ce bidonville dans l'ombre des savoirs publics, tout en produisant secrètement des données de veille pour éviter l'extension d'une urgence. Il s'agit ici d'une forme de *negative knowledge* (Knorr-Cetina 1999; Gross 2003 : 751) partielle : certains acteurs possèdent un savoir sur un phénomène, mais ne le présentent pas publiquement pour éviter d'être sollicités pour le résoudre, face à des enjeux encombrants, risqués ou jugés peu importants par des élus, mais aussi pour conserver des marges de manœuvre afin de mener des négociations fermées et des recadrages discrets des problèmes publics.

Politiquement, pour des élus, l'inaction est la stratégie la plus payante pour éviter les blâmes de l'action (Weaver 1986). L'inaction est rendue possible en faisant croire à l'ignorance d'un problème qui n'est pas le résultat des échecs du gouvernement ou d'une trop grande complexité de faits sociaux qui seraient alors proclamés comme ingouvernables : les acteurs publics trouvent des intérêts à orchestrer l'ingouvernabilité. Non seulement l'usage de l'ignorance est stratégique (McGoey 2012), mais elle est surtout stratégiquement construite et entretenue. Néanmoins, l'article montre bien que ces stratégies ne doivent pas être pensées seulement comme des tactiques de dissimulation, de manipulation de données pouvant mener facilement à une théorie du complot (Henry 2017 : 7). Premièrement, nous avons montré que l'ignorance résulte d'un jeu collectif d'acteurs qui cherchent à défendre des intérêts propres. Deuxièmement, nous avons montré que cette ignorance n'est pas unilatérale, ni monopolisée. Des groupes *a priori* dépourvus de ressources sont capables de produire des savoirs alternatifs en mesure de lever des situations d'ignorance et de mettre à l'agenda des enjeux déclarés comme relevant des limbes de la ville. Troisièmement, l'article relativise le rôle joué par les savoirs de gouvernement dans la « modernité » de l'État et de l'action publique en déplaçant le curseur sur une analyse organisationnelle de l'expertise et non pas techniciste : ce n'est pas le contenu des tableaux ou des cartes qui comptent mais la façon dont ils servent la constitution de légitimité dans un jeu d'acteurs multiniveau. La production et la détention des savoirs est un enjeu organisationnel plus que cognitif (Porter 1995).

Dans cet article, nous confirmons que l'informalité urbaine doit bien se saisir comme un *processus* d'informalisation, qui se comprend notamment en étudiant les relations entre politiques publiques et populations. C'est parce que des groupes de pauvres urbains sont

régulièrement « balayés de la carte » (*swept off the map*, Menon-Sen et Bhan 2008) qu'ils disparaissent et entrent alternativement dans les radars des administrations publiques, entre expulsions, relogements et mobilisations. Saisie sous cet angle, l'informalité urbaine n'est pas un problème économique mais bien un enjeu de démocratie et de gouvernance impliquant deux enjeux : qui a accès aux ressources permettant de rester maître de la production des savoirs sur sa propre histoire, sur son propre quartier et ainsi, de sa participation à la Cité ? Dans quelle mesure l'action publique peut-elle aider ces populations à sortir de la précarité tout en respectant leur autonomie ?

Thomas Aguilera, *Maître de conférences en science politique, Sciences Po Rennes, Laboratoire ARENES UMR 6051. Courriel : thomas.aguilera@sciencespo.fr*

Remerciements

Je souhaite remercier Martijn Koster et Alan Smart pour leur invitation à contribuer à ce numéro spécial et pour leurs retours sur la première version du texte. Je remercie également Flavio Eiró, Aurélie Maire et les relecteurs anonymes de la revue pour leurs commentaires précis et justes qui ont permis d'améliorer l'article.

Notes

- 1 Défini ici comme une occupation collective d'un terrain vacant sans l'autorisation du propriétaire et accompagné d'auto-construction à base de matériaux de récupération. En anglais, cela peut faire référence à *slums*, *shantytowns*, ou encore *favelas* au Brésil, *chabolas* en Espagne, ou *asentamientos informales* en Amérique latine.
- 2 Ce travailleur social, diplômé (licence de statistiques et maîtrise de « travail social »), militait en interne pour changer le mode de collecte et de traitement des données. Il a quitté l'IRIS en 2013 et s'est lancé dans la rédaction d'une thèse sur les bidonvilles.
- 3 Suite aux appels de l'association *Presencia Gitana*, des députés européens (dont Joséphine Verspaget de la Commission des Droits de l'Homme, en 1996) et des membres du Conseil Européen (dont Dominique Rosenberg, en 1997) ont visité l'enclave de Valdemingómez et ont dénoncé publiquement l'attitude de la mairie de Madrid.
- 4 La mairie de Coslada a légalisé un tronçon de trois kilomètres (2700 parcelles) par vente directe des parcelles par l'Institut national de Conservation de la Nature aux résidents, suite à la révision du Plan d'occupation des sols qui régularisait l'occupation (Franchini 1998).
- 5 Service municipal en charge de l'application des règles d'urbanisme et de la destruction de toute construction illégale sur la commune de Madrid.
- 6 Loi 2/2011 du 15 mars 2011, de la CRG, publiée au bulletin officiel n°74 de la CAM le mardi 29 mars 2011 (p. 14).

- in *Advanced and Less Developed Countries*, p. 11-37. Baltimore, John Hopkins University Press.
- Cobb, Roger W., et Mark Howard Ross, 1997. *Cultural Strategies of Agenda Denial: Avoidance, Attack, and Redefinition*. Lawrence, Kan, University Press of Kansas.
- Consortium de la Population Marginale, 1986, Rapport Annuel d'activité.
- Crenson, Matthew, 1971. *The Un-politics of Air Pollution. A Study of Non-Decisionmaking in the Cities*. Baltimore et London, The John Hopkins University Press.
- Davis, Diane E., 2017a. « Rethinking the Role of Social, Spatial and Political Conditions in the Study of Informality ». In Hernandez F. et A. Becerra, (dir.), *Marginal Urbanisms: Informal and Formal Development in Cities of Latin America*, p. 1–20. Cambridge, Cambridge Scholars Publishing.
- . 2017b. « Informality and State Theory: Some Concluding Remarks », *Current Sociology*, 65 (2) : 315–324. <https://doi.org/10.1177/0011392116657301>.
- Desrosières, Alain, 1993. *La politique des grands. Histoire de la raison statistique*. Paris, La Découverte.
- Didier Emmanuel et Desrosières Alain, 2014. *Prouver et gouverner*. Paris, La Découverte.
- Dilley, Roy, 2010. « Reflections on Knowledge Practices and the Problem of Ignorance », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 16 (1) : S176–S192. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9655.2010.01616.x>.
- EMVS, Empresa Municipal de Vivienda y Suelo de Madrid y Universidad Complutense de Madrid, 2012. Informe social de Cañada Real Galiana. Programa de intervención. Madrid, Proyecto de Intervención Comunitaria Intercultural Interculturalidad y Cohesión Social.
- Eyebiyi, Elieth, 2016. « Étudier l'État à partir de l'informalité. Répression et résistances autour du commerce informel de carburant », *Lien social et Politiques*, 76 : 77–95. <https://doi.org/10.7202/1037066ar>.
- Faruk Braimah R. et Mensa Owusu, 2012. « If in Doubt, Count: The Role of Community-Driven Enumeration in Blocking Evictions in Old Fadama, Accra », *Environment and Urbanization*, 24 (1) : 47–57. <https://doi.org/10.1177/0956247811434478>.
- Foucault, Michel, 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard.
- . 1994. « La gouvernementalité », In Michel Foucault, *Dits et Ecrits*, Tome 3, p. 635–657. Paris, Gallimard.
- . 2004. *Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France*. Paris, Seuil.
- Franchini, María Teresita, 1998. « Una ciudad lineal espontanea: La Cañada Real de Merinas », [« Une ville linéaire spontanée : La Cañada Real de Merinas »] *Ciudad y Territorio*, 75 (1) : 131–141.
- Gross, Matthias, 2003. « Sociologists of the Unexpected: Edward Ross and Georg Simmel on the Unintended Consequences of Modernity », *The American Sociologist*, 34 (4) : 40–58. <https://doi.org/10.1007/s12108-003-1015-9>.
- . 2010. *Ignorance and Surprise. Science, Society and Ecological Design*. Cambridge, MIT Press.
- Gross Matthias et McGoey Lindsay, (dir.), 2015. *The Routledge International Handbook of Ignorance Studies*. Londres et New York, Routledge.
- Gusfield, Joseph, 1981. *The Culture of Public Problems: Drinking-Driving and the Symbolic Order*. Chicago, University of Chicago Press.
- Hacking, Ian, 1983. *Representing and Intervening. Introductory Topics in the Philosophy of Natural Science*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Hart, Keith, 2015. « How the Informal Economy Took Over the World ». In Peter Mörtenböck, Helge Mooshammer, Teddy Cruz, et Fonna Forman, (dir.), *Informal Markets Worlds. Atlas*, p. 33–44. Rotterdam, NAI010 Publishers.
- . 1973, « Income Opportunities and Urban Employment in Ghana », *The Journal of Modern African Studies*, 11 (1) : 61–89. <https://doi.org/10.1017/s0022278x00008089>.
- Hernandez, Felipe, Peter Kellett, et allen Léa, (dir.), 2010. *Rethinking the Informal City. Critical Perspectives from Latin America*. New York et Oxford, Berghahn Books
- Heyman, Josiah, 2013. « The Study of Illegality and Legality. Which way forward? », *Political and Legal Anthropology Review*, 36 (2) : 304–307. <https://doi.org/10.1111/plar.12030>.
- Henry, Emmanuel, 2017. *Ignorance scientifique et inaction publique*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Heyman Josiah et Alan Smart, 1999. « States and Illegal Practices: An Overview », In Josiah Heyman, (dir.), *States and Illegal Practices*, p. 1–24. Oxford et New York, Berg.
- Huitfeldt Henrik, et Johannes Jütting, 2009. « Informality and Informal Employment ». In Angela Stuart, (dir.), *Promoting Pro-poor Growth: Employment*, p. 95–108. Paris, Development Assistance Committee (DAC) Network on Poverty Reduction.
- ILO, International Labor Organization, 1972. *Employment, Incomes and Equality: A Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya*. ONU, Genève.
- Jouzel Jean-Noël, Dorothée Landel et Pierre Lascoumes, 2005. *Décider en incertitude : Les cas d'une technologie à risques et de l'épidémie d'hépatite C*. Paris, Budapest, Kinshasa, L'Harmattan.
- Knorr-Cetina, Karin, 1999. *Epistemic Cultures: How the Sciences Make Knowledge*. Cambridge, Harvard University Press.
- Lascoumes, Pierre, et Patrick Le Galès, (dir.), 2004. *Gouverner par les instruments*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Legros, Olivier et Olivera Martin, 2014. « La gouvernance métropolitaine à l'épreuve de la mobilité contrainte des "Roms migrants" en région parisienne », *EspacesTemps.net*, (Page consultée le 25 octobre 2018). <http://www.espacestemp.net/articles/lmobilite-contrainte-des-roms-migrants-en-region-parisienne/>
- Longo, Maria-Eugénia, 2016. « Réguler aussi avec l'informel. L'informalisation de l'État au coeur de l'emploi des jeunes », *Lien social et Politiques*, 76 : 178–205. <https://doi.org/10.7202/1037071ar>.
- Maloney William F. et Saavedra-Chanduvi Jaime, 2007. « The Informal Sector: What is it, Why do we care, and How do we measure it? ». In G. E. Perry, W. F. Maloney, O. S. Arias, P. Fajnzylber, A. D. Mason, J. Saavedra-Chanduvi, (dir.), *Informality. Exit and Exclusion*, p. 21–41. Washington, World Bank.

- McGoey, Lindsay, 2012. « Strategic Unknowns: Towards a Sociology of Ignorance », *Economy and Society*, 41 (1) : 1–16. <https://doi.org/10.1080/03085147.2011.637330>.
- Menon-Sen, Kalyani, et Gautam Bhan, 2008. *Swept off the Map: Surviving Eviction and Resettlement in Delhi*. New Delhi, Yoda Press.
- Mieza Montes, Juan, 1986. *Sobre el realojamiento de los Gitanos en San Roman [Au sujet du relogement des Gitans à San Roman]*. Teresa, Alianza.
- Moore, Wilbert, et Melvin Tumin, 1949. « Some Social Functions of Ignorance », *American Sociological Review*, 14 (6) : 787–795. <https://doi.org/10.2307/2086681>.
- Mooshammer, Helge, 2015. « Other Markets: Sites and Processes of Economic Pressure ». In Peter Mörtenböck, Helge Mooshammer, Teddy Cruz, Fonna Forman, (dir.), *Informal Markets Worlds. Atlas*, p. 17–32. Rotterdam, NAI10 Publishers.
- Ollitrault, Sylvie, 2001. « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, 51 (1) : 105–130. <https://doi.org/10.3406/rfsp.2001.403609>.
- Porter, Theodore, 1995. *Trust in Numbers. The Pursuit of Objectivity in Science and Public Life*. Princeton, Princeton University Press.
- Rafael Soares, Gonçalves, 2010. *Les favelas de Rio de Janeiro – histoire et droit, XIXe et XXe siècles*. Paris, l'Harmattan.
- Raffestin, Claude, 2000. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, Litec.
- Rao, V., 2006. « Slum as Theory: The South/Asian City and Globalization », *International Journal of Urban and Regional Research*, 30 (1) : 225–232.
- Roy, Annanya, 2011. « Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, 35 (2) : 223–238. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2011.01051.x>.
- Scott, James C., 1998, *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*. New Haven, Yale University Press.
- 2009, *The Art of Not Being Governed. An Anarchist History of Upland Southeast Asia*. New Haven, Yale University Press.
- Simone, Abdou Malik, 2004. *For the City Yet to Come: Urban Life in Four African Cities*. Durham et London, Duke University Press.
- Smart, Alan, 2001. « Unruly Places: Urban Governance and the Persistence of Illegality in Hong Kong's Urban Squatter Areas », *American Anthropologist*, 103 (1) : 30–44. <https://doi.org/10.1525/aa.2001.103.1.30>.
- . 2012. « Anthropological Shades of Grey », Discours inaugural de la conférence « Norms in the Margins of the State », Bruxelles, Novembre 2012.
- Smart, Alan et Filippo Zerilli, 2014. « Extralegality ». In Donald M. Nonini, (dir.), *A Companion to Urban Anthropology*, p. 222–238. Malden, MA, Wiley Blackwell.
- Smithson, Michael, 2008. « Social Theories of Ignorance ». In R. Proctor, et L. Schiebinger, (dir.), *Agnotology. The Making and Unmaking of Ignorance*, p. 209–29. Stanford, Stanford University Press.
- Soto de, Hernando, 1989. *The other path. The Invisible Revolution in the Third World*. New York, Harper and Row Publishers.
- Thévenot, Laurent, 1994. « Statistique et politique. La normalité du collectif », *Politix*, 7 (25) : 5–20. <https://doi.org/10.3406/polix.1994.1822>.
- Tonnelat, Stéphane, 2008. « Out of Frame: The (In)visible Life of Urban Interstices. A Case Study in Charenton-le-Pont, Paris, France », *Ethnography*, 9 (3) : 291–324. <https://doi.org/10.1177/1466138108094973>.
- Townley, Barbara, 1997. « The Institutional Logic of Performance Appraisal », *Organizational Studies*, 18 (2) : 261–85. <https://doi.org/10.1177/017084069701800204>.
- UN Habitat, 2016. *The Pretoria Declaration for Habitat III. Thematic Meeting: Informal Settlements*, Conférence, Pretoria, South Africa. 7–8 avril.
- Ungar, Sheldon, 2008. « Ignorance as an Under-Identified Social Problem », *The British Journal of Sociology*, 59 (2) : 301–26. <https://doi.org/10.1111/j.1468-4446.2008.00195.x>.
- Van Schendel, Willem et Abraham Itty, (dir.), 2005. *Illicit Flows and Criminal Things: States, Borders and the Other Side of Globalization*. Bloomington, Indiana University Press.
- Vieira da Cunha, Neiva., 2018. « L'expulsion comme mode de gouvernement. Les politiques des favelas à Rio de Janeiro », *L'Année sociologique*, 68 (1) : 135–154. <https://doi.org/10.3917/anso.181.0135>.
- Vorms, Charlotte, 2013. « Madrid années 1950: La question des baraques », *Le mouvement social*, 245 (4) : 43–57. <https://doi.org/10.3917/lms.245.0043>.
- Weaver, Kent, 1986. « The politics of Blame Avoidance », *Journal of Public Policy*, 6 (4) : 371–398. <https://doi.org/10.1017/s0143814x00004219>.
- Woll, Cornelia, 2014. *The Power of Inaction: Bank Bailouts in Comparison*. Ithaca, Cornell University Press.